



Cabinet du Maire

Vitry-sur-Seine, le vendredi 6 décembre 2024

DES ECOLES PLUTÔT QUE DES MISSILES

L'instabilité politique nationale aura des conséquences sur nos territoires. Ainsi, à Vitry-sur-Seine, nous sommes inquiets des décisions gouvernementales en suspens. En effet, une grande partie de nos projets de développement sur la commune devront s'arrêter le temps de connaître les arbitrages nationaux.

Des milliers de logements et d'emplois prévus, autour d'une Opération d'Intérêt Nationale (OIN) et d'une Opération de Renouvellement Urbain (dites ANRU), sont menacés par l'instabilité et les choix à venir. Au-delà des centaines de millions d'investissements dans l'économie qu'elles permettent, ces opérations nécessitent la construction d'équipements publics de grandes ampleurs.

Ces indispensables équipements, écoles, gymnases, routes et autres doivent permettre l'accueil des nouvelles populations. C'est ainsi près de 6 000 nouveaux habitants dans une première phase et des milliers d'emplois en parallèle qui sont prévus autour des nouvelles gares du métro. Cela représente plus de 60 millions d'euros d'investissement directs dans les 6 ans pour la commune et l'Etat. Dans un contexte où les gouvernements pressentis s'apprêtent à supprimer près de 3 millions d'euros de moyens de fonctionnement à notre commune, ce projet n'est plus envisageable en l'état.

En effet, même si la motion de censure déposée par le Nouveau Front Populaire a recueilli suffisamment de voix pour amener à la démission du gouvernement actuel, le Président ne semble pas comprendre le choix des Français et s'entête à des économies paralysant notre économie locale. Ainsi, alors que nous devrons accueillir les enfants des milliers de nouveaux habitants, l'absence de fiscalité locale dynamique et les ponctions de l'Etat dans nos moyens nous en retirent les capacités.

Aujourd'hui, un groupe scolaire prenant en compte la hausse des coûts de construction et les nouvelles réglementations nécessite autour de vingt millions d'euros d'investissement et génère autour de 500 000 euros de frais de fonctionnement annuel. Or, avec 3 millions d'euros soustraits par l'Etat aux moyens de notre commune, avec l'absence de fiscalité incitative et de croissance économique, nos estimations démontrent notre incapacité à en assumer les frais.

C'est pour nous la démonstration d'un contexte économique courant droit à la catastrophe. Provoquant des milliers de licenciements dans le secteur du bâtiment puis en cascade dans d'autres secteurs, empêchant de remplir nos objectifs de construction de logements indispensables pour résoudre la plus

importante crise sociale de notre région, notre pays s'enfonce petit à petit dans une crise inédite.

Pourtant nous constatons 80 milliards d'euros de dividendes supplémentaires versés aux actionnaires en 2024, 47 000 millionnaires de plus en 2023 et plus de 600 000 pauvres supplémentaires depuis 2017. Avec plus de 15 milliards d'euros supplémentaires consacrés à l'armée sur ces 10 dernières années, il est temps de mettre fin à cette spirale infernale qui plonge notre pays dans l'impasse de la crise et la

misère.

Les annonces gouvernementales de ces derniers mois comme celles à venir demain ne nous permettent plus d'envisager sereinement l'avenir de notre ville et de notre pays. Nous avions déjà alerté l'Etat sur la fragilité budgétaire de notre ville et avions sollicité sa bienveillance pour conduire nos projets communs. Notre commune doit continuer à rendre les services publics nécessaires à nos citoyens chaque jour, elle est tenue à la rigueur budgétaire, contrairement à l'Etat et constitue aujourd'hui un

point de stabilité dans une république en crise.

Afin de garantir à nos concitoyens un service public communal minimum, afin de participer au développement de notre pays, nous avons besoin d'autres choix politiques de nos gouvernants. Ainsi, nous demandons un moratoire sur les constructions de la zone d'Intérêt National de la gare de Vitry et appelons nos concitoyens à demander une réorientation des moyens de l'Etat pour construire des écoles

plutôt que des missiles.

Cette campagne débutera en introduction du dernier Conseil municipal de l'année et nous demandons au futur gouvernement ou au Président par défaut de nous recevoir dans les plus brefs délais.

C'est pourquoi, je vous invite mercredi 11 décembre, à partir de 9h, à une conférence de presse afin de vous apporter les précisions nécessaires et répondre à vos questions.

Pierre BELL-LLOCH

Maire de Vitry-sur-Seine

Lieu: Mairie de Vitry-sur-Seine

Contact:

• Samira Bourega Samira.bourega@mairie-vitry94.fr

• Clarisse Civil

Clarisse.civil@mairie-vitry94.fr

Tél: 01 46 82 81 35

Contact Presse: